

Adieu 2023...
Bienvenue 2024 (Lire Edito P.2)

E - Journal K I N S H A S A



Hebdomadaires, 5^e Année, Janvier 2024, Nouvelle série n°253



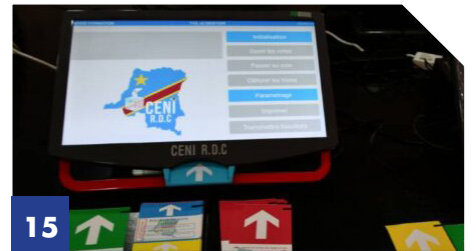
3 **LE PRÉSIDENT FÉLIX TSHISEKEDI A PRÊTÉ SERMENT**



7 **LA CENCO DÉPLORE UNE CATASTROPHE ÉLECTORALE**



11 **POUR LA CENI, IL EST INJUSTE QUE LA CENCO LUI IMPUTE LES CAS DE FRAUDE ET DE CORRUPTION ENREGISTRÉS LORS DES ÉLECTIONS**



15 **LA CENI A REÇU DU GOUVERNEMENT 1,1 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS DE DÉCEMBRE 2021 À NOVEMBRE 2023 POUR LES OPÉRATIONS ÉLECTORALES (CREFDL)**



30 **CAN 2023 LA RD CONGO TIENT TÊTE AU MAROC**

*Nous attendons
vos messages de
la traversée*

Adieu 2023... Bienvenue 2024

L'année 2023 qui s'achève ce dimanche 31 décembre avec le réveillon de la Saint Sylvestre a connu de nombreux événements dont nous rappelons de mémoire les plus marquants.

Nous avons démarré l'année 2023 avec la visite du Pape François 1er qui est finalement arrivé en janvier après de nombreux reports. Après le pontife, nous avons accueilli en mars le président français Emmanuel Macron, en visite de travail. Ce dernier a fait parler de lui pour avoir effectué une virée à Bandal avec Fally Ipupa.

Un autre événement à dimension planétaire, c'était les 9èmes Jeux de la Francophonie qui se sont déroulés à Kinshasa du 28 juillet au 6 août. Je n'oublie pas la qualification des Léopards pour la 34ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations dont la phase finale va se dérouler en janvier 2024 Côte d'Ivoire.

En politique, il y a eu un ballet diplomatique avec le passage de nombreux présidents de la République.

En musique, il y a la fête d'anniversaire de dix ans du décès de Tabu Ley, suivi de l'inscription de la rumba sur la liste du patrimoine immatériel de l'UNESCO.

A épinglez également dans le même registre, l'inauguration du monument de Papa Wemba par le président de la République et le

concert de Fally Ipupa à Paris devant plus de 40.000 mélomanes congolais et africains confondus. Concert qui a marqué la remise sur la sellette de la musique congolaise et la reprise des concerts dans l'espace Schengen, mieux dans les fiefs de la diaspora.

Et enfin, l'année 2023 s'est clôturée avec les élections combinées (présidentielle, législatives, provinciales et locales) qui ont fait jaser.

Bonne Année 2024 !

HC Jean-Pierre Eale Ikabe

E-Journal

Agence Temps Libre (ATL)

Fondateur

Jean Pierre Eale Ikabe

Tél. : **0999947441/0819947441**

Directeur de publication délégué

Herman Bangi Bayo

Tél. : **0997298314/0824540759**

Equipe de rédaction :

Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo, Espérant Kalonji, Prof Yoka, Socrate Lokondo, Mandela Lokondo

Design: **Gary Okende**

Infographie : **Sacha Eale**

Administration : **Roger Nsita**

Déléguée commerciale : **Patience Bidi**

Relations publiques : **Trésor Empole**

e-mail : **agencetempslibre@gmail.com**

Site web : **www.e-journal.com**

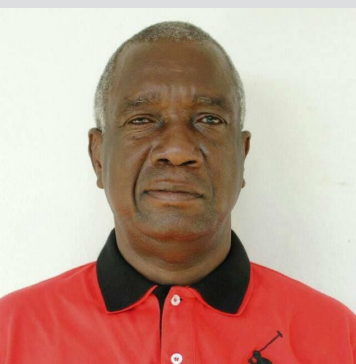
Siège : **avenue du Stade N°1, Quartier**

Administratif/ Territoire de Kasangulu

Dépôt légal N° 09629571

Représentant espace Schengen

Celio Van NDAYE 0033749299540



LE PRÉSIDENT FÉLIX TSHISEKEDI A PRÊTÉ SERMENT



En République démocratique du Congo (RDC), c'est jour de prestation de serment pour le nouveau président congolais à Kinshasa. Félix Tshisekedi a prêté serment en début d'après-midi et commence ainsi, officiellement, son second mandat, ce samedi 20 janvier 2024. Une cérémonie se tient au stade des Martyrs de la Pentecôte, le plus grand de la capitale, en présence d'une quinzaine de chefs d'État.

C'est devant un stade plein

à craquer de dirigeants, d'officiels, de sympathisants, de militants que le président

congolais, sourire aux lèvres, a prêté serment.

« Moi, monsieur Tshisekedi





Tshilombo Félix Antoine, élu président de la République démocratique du Congo, je jure solennellement devant Dieu et la nation de remplir loyalement les hautes fonctions qui me sont confiées».

Début officiel de ce second mandat au milieu de ce stade des Martyrs, un moment solennel qui a été suivi par le tir de 21 coups de

canon et surtout le discours d'investiture. Un discours de politique générale pour poser les bases de ses cinq prochaines années à la tête du pays avec six engagements : plus d'emploi, de pouvoir d'achat, de sécurité, de diversification de l'économie, d'accès aux services de base et de services publics. Le président a aussi tendu la main à l'opposition : « Vous

avez votre place dans la gouvernance de notre pays. J'y veillerai ».

Discours qui a commencé par les remerciements d'usage, notamment pour les chefs d'État présents, ce samedi, mais aussi par une minute de silence « pour les martyrs ».

Pour terminer cette cérémonie au stade des Martyrs, il y aura un défilé militaire. Puis les officiels iront au palais du peuple, le Parlement congolais qui se trouve juste à côté du stade, pour un cocktail dans la salle des banquets.



INVESTITURE

FÉLIX TSHISEKEDI PROMET D'USER DE SON POUVOIR POUR QUE « LES ERREURS DU PASSÉ NE SE REPRODUISSENT PLUS »



investiture
Félix TSHISEKEDI • 20.01.2024

Le Président Félix-Antoine Tshisekedi s'est engagé ce samedi 20 janvier d'user de tout son pouvoir « pour que les erreurs du passé ne se reproduisent plus ». il a pris cet engagement dans son discours d'investiture prononcé au Stade des Martyrs.

Le Président investi axe ce nouveau mandat sur certaines priorités, résumées à travers six objectifs, notamment la transformations des produits miniers et agricoles bruts sur le sol congolais, le désenclavement des territoires et l'assainissement des villes. « Ce nouveau quinquennat

aura pour objectifs de créer plus d'emplois en accélérant la promotion de l'entrepreneuriat, de protéger le pouvoir d'achat de ménages en stabilisant le niveau de la stabilisation et en maîtrisant le taux de change, d'assurer avec beaucoup plus d'efficacité la sécurité de nos populations, de notre territoire, de nos biens, de poursuivre la diversification de notre économie et d'accroître sa compétitivité, de garantir plus d'accès aux services de base et renforcer l'efficacité des services », a déclaré Félix-Antoine Tshisekedi.

Stabiliser le Franc congolais

Il a pris l'engagement de diversifier l'économie et de créer une véritable industrie qui pourra concourir à la réduction de la dépendance de l'économie congolaise aux importations notamment celle des biens et produits de première nécessité.

« Cher compatriotes, je vous ai entendu. J'ai conscience des attentes que peuvent susciter le chômage, la création d'opportunités d'emplois pour les jeunes, les femmes ou encore les personnes vivant avec handicap. J'ai conscience de vos attentes relatives à l'augmentation du

pouvoir d'achat, à la stabilité du Franc congolais », a noté le Président Félix-Antoine Tshisekedi.

Eradiquer les groupes armés et améliorer le pouvoir d'achat

Il a appelé les animateurs des institutions publiques à un sens élevé de patriotisme pour que le rêve d'un Congo dans sa splendeur devienne une réalité.

Il a aussi dénoncé les menaces résilientes vis-à-vis de la RDC. Mais aussi le comportement de certains compatriotes qui font couler le sang des Congolais. Il prône le vouloir vivre collectif, la lutte contre le tribalisme, l'éradication des groupes armés, l'amélioration du pouvoir d'achat, sauvegarde des intérêts du pays.

« Le renforcement de l'Etat dans sa capacité à sécuriser la population et ses biens, à éradiquer l'activisme terroriste et les groupes armés qui sévissent dans la partie orientale de notre pays, à protéger avec plus d'efficacité nos frontières, à assurer la défense ainsi que la sauvegarde des intérêts de notre pays, ... sont là autant de sujets qui nourrissent vos préoccupations », a détaillé le



IL A AUSSI DÉNONCÉ LES MENACES RÉSILIENTES VIS-À-VIS DE LA RDC. MAIS AUSSI LE COMPORTEMENT DE CERTAINS COMPATRIOTES QUI FONT COULER LE SANG DES CONGOLAIS. IL PRÔNE LE VOULOIR VIVRE COLLECTIF, LA LUTTE CONTRE LE TRIBALISME, L'ÉRADICATION DES GROUPES ARMÉS, L'AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT, SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS DU PAYS...

Rendre effectif le rôle du porte-parole de l'opposition

Le Président investi, remercie la MONUSCO, la République du Congo, la République d'Angola et la République arabe d'Égypte pour le soutien apporté à la CENI pour l'organisation des élections.

Il a salué l'apport de sa famille politique, l'Union sacrée qui a contribué à sa réélection. Il a aussi salué les candidats qui se sont désistés en sa faveur et les différents regroupements

S'adressant à ses adversaires qui ont participé à l'élection présidentielle de décembre 2023, il a promis son implication pour rendre effectif le rôle du porte-parole de l'opposition.

« Vous êtes donc une composante consubstantielle à l'évènement de ce jour. Et vous avez, à juste titre, votre place dans la gouvernance de notre pays. En ma qualité de garant de la cohésion nationale, j'y veillerai, au même titre que j'exhorterai au Parlement d'assurer l'effectivité du rôle de porte-parole de l'opposition que cette dernière voudra bien désigner conformément à la Constitution », a promis Félix-Antoine Tshisekedi.

Radio Okapi

LA CENCO DÉPLORE UNE CATASTROPHE ÉLECTORALE



Le scrutin du 20 décembre a été un «chaos», caractérisé, «en général, par la fraude, la corruption à grande échelle, le vandalisme de matériel électoral, l'incitation à la violence, la détention illégale des DEV, l'achat de conscience, l'intolérance, l'impudicité, l'atteinte aux droits humains, à la vie humaine et à la dignité des personnes, allant jusqu'à humilier publiquement la femme». C'est le constat que fait la Cenco du récent processus électoral en RDC, dans son message publié ce jeudi.

Après les élections générales du 20 décembre 2023 et à deux jours de l'investiture du président réélu Felix Tshisekedi, prévue ce samedi

20 janvier, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a livré son évaluation de ce processus électoral.

Dans leur message rendu public ce jeudi 18 janvier 2024, les évêques, qui ont également formulé des «recommandations utiles pour l'avenir du pays», disent avoir suivi avec tristesse le déroulement des opérations électorales, à deux niveaux. Directement, à partir de leurs diocèses qui couvrent l'ensemble du territoire de la République Démocratique du Congo (RDC) et indirectement à partir de la Mission d'Observation Electorale conjointe de la Conférence épiscopale nationale du

Congo et de l'Eglise du Christ au Congo (MOE CENCO-ECC).

Les prélats expriment leur appréciation du fait que plus ou moins 40% des congolais enrôlés se sont mobilisés pour voter, et même au-delà du jour légal, car ils croyaient à un nouveau départ de leur pays. Mais ce peuple est aujourd'hui «désillusionné et traumatisé» par la façon dont ce processus a été organisé et par les conditions de son déroulement à bien d'endroits. Cela dénote «un manque de considération à son égard» et «nous ne pouvons taire ce que nous avons vu et entendu», disent les évêques congolais.

Des élections organisées par défi

La Cenco constate que les irrégularités et incidents dénoncés font «des élections du 20 décembre une catastrophe électorale», à cause de leur ampleur et de leur étendue. Sur base de son observation et de celle d'autres Missions d'observation, elle conclut que «ces élections ont été caractérisées, en général, par la fraude, la corruption à grande échelle, le vandalisme de matériel électoral, l'incitation à la violence, la détention illégale des DEV, l'achat de conscience, l'intolérance, l'impudicité, l'atteinte aux droits humains, à la vie humaine et à la dignité des personnes, allant jusqu'à humilier publiquement la femme».

Pour les évêques, le chaos enregistré au cours de cette quatrième édition des élections en RDC fait suite à l'obstination de la Commission Electorale nationale indépendante (CENI) d'organiser ce scrutin par défi, alors qu'elle était consciente des certaines «contraintes». A cause de cela, la commission a été amenée à violer le cadre juridique national et l'administration électorale, écrit la Cenco.

Des votes parallèles, des machines à voter retrouvées

chez des particuliers

Après la publication du rapport préliminaire de leur MOE CENCO-ECC début janvier, les prélats disent avoir découvert «un nombre impressionnant des votes parallèles avec les machines à voter trouvées chez des particuliers». Ce qui les amène à se demander s'il n'y avait pas une telle planification préalable «au niveau du pouvoir organisateur».

La Cenco s'étonne aussi de la facilité avec laquelle les dispositifs électroniques de vote (DEV) – machines à voter – et les rouleaux des bulletins de vote se sont retrouvés entre les mains des particuliers. Ainsi, écrit-elle, «la CENI devrait s'interroger sur son rôle dans cet imbroglio, car c'est elle qui a le contrôle exclusif de toutes les machines et elle ne s'est jamais plainte d'un vol quelconque de son matériel».

Opacité planifiée, des bureaux de vote dupliqués, 2 400 000 électeurs fictifs

Après avoir refusé la proposition de mettre en place une commission mixte et indépendante pour des enquêtes, regrette la CENCO, la CENI s'est positionnée comme juge et partie en invalidant 82 candidats, tout en annonçant des cas ultérieurs d'invalidation. Cette opacité semble une suite logique d'autres cas

observés antérieurement, déclare l'organe de l'Eglise catholique, qui cite des cas des kits d'enrôlement retrouvés chez des particuliers, des centres d'inscription fictifs, le refus d'un audit indépendant du fichier électoral, etc.

Dans toutes ces situations, note le message, la CENI n'a ni fourni des explications, ni clarifié les choses, ni accepté un cadre de concertations. A ces irrégularités s'ajoutent celles de la publication de la cartographie des Bureaux de vote (BV). Après analyse, indique la Cenco, «la MOE CENCO-ECC a pu détecter des anomalies, dont l'existence de 3 706 BV dupliqués 2 voire 3 fois, avec comme conséquence l'augmentation du nombre d'électeurs de l'ordre de 2 400 000». La publication définitive de la cartographie des BV dans un format non téléchargeable ne détermine pas leur précision et fait penser à une opacité planifiée, estiment les évêques.

Ces nombreuses irrégularités, incidents et la fraude déclarée «ont sérieusement affecté les élections et entamé la confiance des électeurs. Dès lors, il se pose la question de la perception que le Peuple congolais aura du prochain Parlement». Au regard des résultats provisoires des législatives nationales, seuls 6% des députés sont issus

de l'opposition, ce qui fait craindre à la Cenco «un grand risque de rentrer au monopartisme, ce qui serait un grand recul de notre démocratie naissante».

Décourager urgemment l'élan de tribalisme et renforcer la cohésion nationale

Face à ces défis qui mettent «en danger» «notre pays», à cause notamment du mépris des valeurs morales, les évêques congolais appellent les instances compétentes qui ont pour mission de veiller à la stabilité, à la justice et à la cohésion nationale, d'user de la sagesse et de l'intelligence consciente pour redorer le blason terni. Ils appellent le président de la République à être le garant de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale.

Ils réaffirment leur disponibilité à lui apporter l'aide nécessaire pour la réussite de ce «deuxième et dernier mandat pour l'intérêt du Peuple congolais». Ils recommandent au gouvernement de «prendre des mesures nécessaires et urgentes pour décourager la xénophobie et les élans de tribalisme notés dans les discours tout au long de la campagne électorale et de mettre en place un mécanisme politique pour renforcer la cohésion nationale». Les prélats demandent également l'organisation des élections

dans les territoires où elles n'ont pas eu lieu: Rutshuru, Masisi et Kwamouth.

Ils proposent une réforme de la CENI et la clarification de l'indépendance de cette commission par rapport aux lois nationales pour garantir la bonne gouvernance. Ils demandent en outre au gouvernement d'identifier et de poursuivre les personnes impliquées dans les détournements des DEV.

Appliquer une justice sans complaisance

Aux ministères publics, aux cours et tribunaux, les évêques demandent «de se saisir d'office de toutes les dénonciations pour invalider les fraudeurs connus qui ont été proclamés provisoirement élus». Ils les appellent à être au service de la justice et non des individus, en traitant sans complaisance tous les dossiers relatifs aux recours et contentieux électoraux. La justice doit aussi être appliquée sur les cadres et agents de la CENI qui ont été complices dans la fraude électorale. «Une justice qui fait la promotion des antivaleurs est un cancer pour la Nation», soulignent les prélats congolais.

Vivre dans la solidarité et la cohésion nationale

La Cenco recommande au peuple Congolais de vivre dans la solidarité et la

cohésion nationale, pour que le pays ne sombre pas dans la violence et les divisions. Citant le Pape François qui a visité leur pays il y a bientôt une année, les évêques soulignent qu'«il n'y a pas de paix sans fraternité. C'est un choix: de faire de la place dans nos cœurs pour tous, de croire que les différences ethniques, régionales, sociales, religieuses et culturelles, ne sont pas des obstacles au vivre-ensemble». Ils appellent leurs compatriotes à se sentir concernés par la construction de leur pays et à rester vigilants et engagés dans l'exercice de leur souveraineté. «L'avenir d'un pays dépend de son peuple. Retenons dans notre conscience qu'on ne libère pas un peuple, le peuple se libère lui-même», écrivent-ils. Pour conclure, la Cenco appelle les jeunes à ne pas se laisser manipuler et instrumentaliser par des acteurs politiques qui les exploitent pour leurs intérêts égoïstes. Elle réitère son appel au dialogue, au calme, à la paix et à l'apaisement des esprits, tout en confiant la RDC à l'intercession de la Vierge Marie, Reine de la paix, et à celles des bienheureux Anuarite et Bakanja.

Vatican News

CANDIDATS ET PARTIS MÉCONTENTES PAR LES RÉSULTATS PROVISOIRES AFFICHENT LEUR COLÈRE

Avec plus de 430 sièges sur les quelque 470 à pourvoir, l'union sacrée du président réélu Félix Tshisekedi est en tête des législatives avec le parti présidentiel UDPS et ses partis satellites et alliés.

L'opposition a subi des revers et dénonce les résultats du scrutin, toujours provisoires. Des résultats qui ouvrent la voie aux contentieux devant la Cour constitutionnelle.

La plupart des requérants pourrait sans surprise provenir de la majorité au pouvoir bien que confortée par un score inédit d'au moins 430 députés sur quelque 470 pourvus à ce stade.

La coalition du président réélu Félix Tshisekedi compte dans ses rangs des mécontents qui ont fait savoir leur colère sur les réseaux sociaux ou dans les couloirs. Ils dénoncent ces résultats que certains assimilent à des « nominations » et d'autres, à un « règlement des comptes ».

Opacité

Mais à la Céni, un responsable qui s'est confié à RFI dimanche soir estime que beaucoup de

contestataires ne maîtrisent pas la loi électorale et le mode de calcul du seuil. La mission d'observation des Églises catholique et protestante avait déjà pointé l'opacité dans le calcul et l'attribution

L'OPPOSITION A SUBI DES REVERS ET DÉNONCE LES RÉSULTATS DU SCRUTIN, TOUJOURS PROVISOIRES. DES RÉSULTATS QUI OUVRENT LA VOIE AUX CONTENTIEUX DEVANT LA COUR CONSTITUTIONNELLE.

LA PLUPART DES REQUÉRANTS POURRAIT SANS SURPRISE PROVENIR DE LA MAJORITÉ AU POUVOIR BIEN QUE CONFORTÉE PAR UN SCORE INÉDIT D'AU MOINS 430 DÉPUTÉS SUR QUELQUE 470 POURVUS À CE STADE....

des sièges. Ce qui, rappelait la mission, « n'est pas de nature à rassurer toutes les parties prenantes et ne favorise pas l'acceptation des résultats ».

Les opposants radicaux quant à eux rappellent avoir déjà rejeté ce processus électoral et les résultats qui en découlent. Une « ignominie », s'offusque le camp de Moïse Katumbi qui n'a récolté qu'une vingtaine de sièges selon ces résultats provisoires. Un « simulacre », insiste-t-on du côté de Matata

Mponyo qui critique des élections « chaotiques ».

Majorité « hétéroclite »

Pour Ithiel Batumike, chercheur à l'Institut congolais de recherche Ebuteli, « la majorité qui va se dégager

ne sera pas très loin de ce que la population a décidé lors de l'élection présidentielle. Le parti présidentiel est suivi avec d'autres partis à gauche. Ça reste très compliqué puisque la majorité sera assez hétéroclite : lorsqu'on combine les neuf partis politiques liés au chef de l'État, on voit qu'ils ne sont pas à 140 députés. Or, pour bien gouverner avec une stabilité claire,

il faut, plus ou moins, 251 députés à l'Assemblée nationale. Il va donc se faire accompagner d'alliés, mais ce ne seront pas des alliés encombrants. De l'autre côté, on voit l'opposition de Moïse Katumbi, avec ses deux regroupements, il a autour de 22 - 23 députés, ce qui reste très marginal. On voit que l'opposition aura du mal à peser dans le débat public. »

RDC

POUR LA CENI, IL EST INJUSTE QUE LA CENCO LUI IMPUTE LES CAS DE FRAUDE ET DE CORRUPTION ENREGISTRÉS LORS DES ÉLECTIONS



La Commission Électorale Nationale Indépendante ne digère pas les critiques de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) émises à son endroit le 16 janvier dernier. Ces critiques concernaient notamment la complicité de la centrale électorale dans les actes de fraude et de corruption ayant émaillé les scrutins combinés du 20 décembre 2023.

Pour la CENI, la fraude et la corruption relèvent avant tout de la moralité.

« Avant d’être des faits matériels, la fraude et la

corruption, deux concepts qui transparaissent en filigrane dans le message de la Cenco, sont des actes délibérés qui relèvent fondamentalement de l’éthique et de la morale. Il est injuste que la Cenco puisse allègrement les imputer au pouvoir organisateur des élections en RDC dans une situation où il est clairement établi qu’au lieu d’être organisatrice de ces actes répréhensibles, la Ceni a été victime des comportements et des agissements de certains acteurs bien identifiés dans notre société », peut-on lire dans un communiqué

de presse de la CENI de ce vendredi, en réponse aux évêques.

La centrale électorale se frotte par ailleurs les mains d’avoir, pour la première fois, diligenté « les enquêtes et prendre des sanctions exemplaires contre les délinquants électoraux, notamment les candidats, les autorités politico-administratives ainsi que son personnel ».

Après deux jours de travail sur l’évaluation des élections, les évêques de la Cenco ont évoqués la découverte d’un nombre impressionnant de votes parallèles avec les machines à voter trouvées chez des particuliers.

Selon les prélats catholiques, « la CENI devrait s’interroger sur son rôle dans cet imbroglio, car c’est elle qui a le contrôle exclusif de toutes ces machines et elle ne s’est jamais plainte d’un vol quelconque de son matériel ».

Actualités.Cd

LA CÉNI MISE EN CAUSE DANS DEUX RAPPORTS SUR LA TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Le Centre de recherche en finances publiques et développement local (CREFDL), en collaboration avec l'ONG allemande Democracy Reporting International (DRI), ont mené une étude comparative sur le budget et le système de passation des marchés publics, dans le cadre des opérations électorales en RDC. Ces deux structures notent une gestion « opaque » dans l'exécution de fonds alloués à la Commission électorale, notamment sous la présidence de Denis Kadima entre 2021 et 2023.

Le Centre de recherche en finances publiques a publié coup sur coup deux études qui reviennent sur les finances de la Céni lors de cette période électorale : un rapport sur la passation des marchés publics et un autre sur la crédibilité du budget des opérations. Ce qui en ressort, c'est une grande opacité.

« Le circuit des dépenses



et de marchés publics, gage de bonne gestion de finances publiques en RDC, ne fonctionne pas, peut-on

commerciales en lieu et place de la Banque centrale du Congo, échappant selon lui au contrôle interne.

LE CENTRE DE RECHERCHE EN FINANCES PUBLIQUES A PUBLIÉ COUP SUR COUP DEUX ÉTUDES QUI REVIENNENT SUR LES FINANCES DE LA CÉNI LORS DE CETTE PÉRIODE ÉLECTORALE : UN RAPPORT SUR LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS ET UN AUTRE SUR LA CRÉDIBILITÉ DU BUDGET DES OPÉRATIONS. CE QUI EN RESSORT, C'EST UNE GRANDE OPACITÉ....

lire en conclusion. On assiste au sur-financement et à la surfacturation du budget de certaines activités. » Le centre note aussi de nombreux flux financiers dans des banques

Conséquence : le rapport note une hausse de 25% des dépenses électorales comparée au précédent cycle 2016-2019. Et surtout un écart entre l'agent décaissé par Trésor public et celui reçu par la Commission de 161 millions de dollars. Pour Valéry Madianga, coordonnateur du CREFDL, il faut désormais que la Céni s'explique sur ces constatations, elle a un devoir de redevabilité pour le peuple congolais, estime-t-il.

RDC

CREFDL RELÈVE L'OPACITÉ DANS LA PROCÉDURE D'ACHAT DU MATÉRIEL ÉLECTORAL



La Commission électorale nationale indépendante, Ceni n'est pas bon élève en matière de passation des Marchés Publics. Selon un rapport du Centre de recherche en finances publiques et développement local (CREFDL), sur 54 Marchés Publics effectués entre 2021 et 2023 l'étude de Crefdl révèle que 83,3% l'ont été de gré à gré et 16,7% par procédure d'Appel d'Offres. Marchés attribués unilatéralement à Miru Systems Sarl qui n'a pas de compétences techniques.

D'après CREFDL, la gestion des Marchés Publics de la Ceni est caractérisée par une budgétisation forfaitaire fondée sur des faits aléatoires. Ce comportement a entraîné une perte de près de 400 millions de USD entre 2022 et 2023 et 640 millions \$ lors du cycle précédent faute de justification.

Selon Olivier Kipulu, expert en Finance publique et développement local de Crefdl, la Ceni a surfacturé les Marchés Publics sur la commande de 33.000

machines à voter neuves, qui ont coûté 109 869 726 dollars américains pour compléter le stock de 80.000 acquis en 2018 dans le cadre des scrutins du 20 Décembre 2023. Après constatation des affectations, ce montant payé à Miru Système pour les 33.000 machines dégage un dépassement de 62.778.726 Usd.

La Ceni a dupliqué des Marchés

“La CENI a acheté 58.315.000 cartes d'électeurs auprès

de Miru Systems Sarl pour 43.941.891 électeurs enrôlés. L'enquête a révélé que 14 373 109 cartes d'électeurs n'ont été utilisées. En 2023, la Ceni a encore dépensé 1.000.000 Usd pour acheter des cartes d'électeurs supplémentaires afin de délivrer des duplicatas", a déclaré Olivier Kipulu, expert de Crefdl en finance publique et développement local. Et d'ajouter que la Centrale électorale a commandé 58.200.864 bulletins de vote ont été achetés au coût de 16.296.242 USD. Pourtant , le nombre d'enrôlés est de 43.941.891. Pour Crefdl ces prévisions dégagent une quantité supplémentaire de 14.258 973 bulletins de vote dont la Ceni devrait justifier la destination et les motivations d'achat alors que moins de 50% d'électeurs votent en RDC depuis 2011.

Gestion opaque des Marchés publics

Miru Systems est le seul fournisseur qui a remporté les plus importants des Marchés Publics évalués à hauteur de 321,4 millions \$ dont 1 de

manière régulière et 8 de gré à gré irrégulier. Pour Crefdl, la Ceni a fait un recours à l'arbitraire et la liste n'est pas exhaustive. Et la majorité des Marchés de gré à gré a été attribuée avant que les soumissionnaires n'apportent leurs offres à la Ceni.

L'ENQUÊTE A RÉVÉLÉ QUE 14 373 109 CARTES D'ÉLECTEURS N'ONT ÉTÉ UTILISÉES. EN 2023, LA CENI A ENCORE DÉPENSÉ 1.000.000 USD POUR ACHETER DES CARTES D'ÉLECTEURS SUPPLÉMENTAIRES AFIN DE DÉLIVRER DES DUPLICATAS", A DÉCLARÉ OLIVIER KIPULU, EXPERT DE CREFDL EN FINANCE PUBLIQUE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL. ET D'AJOUTER QUE LA CENTRALE ÉLECTORALE A COMMANDÉ 58.200.864 BULLETINS DE VOTE ONT ÉTÉ ACHETÉS AU COÛT DE 16.296.242 USD. POURTANT , LE NOMBRE D'ENRÔLÉS EST DE 43.941.891...

Faible degré de transparence

Sur 467 documents des Marchés Publics produits et censés être publiés, 13 seulement l'ont été et sont accessibles au public. Ensuite, la Ceni entretient une ambiguïté sur le libellé des différents Marchés Publics effectués pendant la période, la rétention de l'information publique en violation de la constitution et du cadre légal des Marchés Publics.

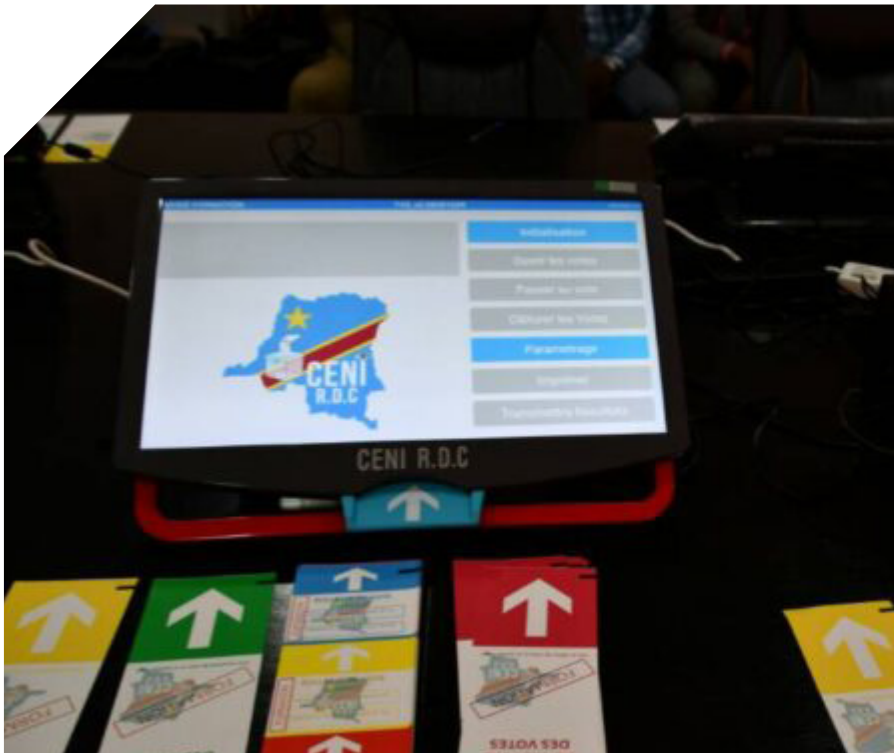
De tout ce qui précède, Crefdl recommande au Gouvernement congolais d'instruire à la Ceni l'application stricte du système intégré de gestion des Marchés Publics (Sigmap) et à la Ceni d'harmoniser les PPM avec les outils de gestion budgétaire dont le Plan d'Engagement et le Plan de Trésorerie du pouvoir central.

Olivier Masini



RDC

LA CENI A REÇU DU GOUVERNEMENT 1,1 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS DE DÉCEMBRE 2021 À NOVEMBRE 2023 POUR LES OPÉRATIONS ÉLECTORALES (CREFDL)



finances ne retrace pas la source de décaissement de 500 millions USD effectué en faveur de la CENI ;

CREFDL dénonce le fait que des nombreux flux financiers sont mouvementés dans des banques commerciales en lieu et place de la Banque Centrale du Congo, échappant ainsi au contrôle interne. Et cette pratique est susceptible de favoriser le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, surchauffer le marché de change et entrainer l'inflation au pays, a martelé Valéry Madianga coordinateur de cette structure.

Combien ont coûté réellement les élections le 20 décembre 2023 en République Démocratique Ducongo? Le Centre de Recherche en Finances Publiques et Développement local a dans un rapport publié lundi 15 janvier 2024 a affirmé que les opérations électorales ont coûté 1 091 479 898 \$ alors que la Ceni avait voté un budget de 711 millions USD. Il se dégage un taux d'exécution de 153%, en dépassement de 53,31%.

La CENI a déclaré n'avoir reçu que 930 millions \$ du

gouvernement. L'écart entre le montant déclaré reçu et celui décaissé par le trésor public est de 161 millions USD",selon le rapport de de CREFDL.

L'étude menée par le Centre de recherche en finances Publiques et développement local constate que la CENI a des sources de financement floues, soit elle est financée par le Trésor Public, soit par la Présidence de la République ou encore par la primature. A titre d'illustration, en 2022, le rapport de la reddition des comptes du ministère des

Le souhait de CREFDL est d'aider la Commission électorale à améliorer sa gestion des fonds mis à sa disposition et surtout pour les élections de 2028. C'est ainsi qu'il (Crefdl) recommande à la Ceni de respecter le circuit de la dépense publique pour plus de transparence de sa gestion financière.

Olivier Masini

GISARO, MUHANZI, RUBOTA, MPANDA, KIBASSA... MORDENT LA POUSSIÈRE



José Mpanda



Yves Bunkulu



François Rubota



Eustache Muhanzi



Adèle Kayinda



Irène Esambo



Alexis Gisaro



François Kabulo



collègues. Faute d'avoir le seuil de

avec pas moins de 4 échecs: François Kabulo des Sports, Yves Bunkulu de la Jeunesse et Irène Esambo des PVH à Lukunga ainsi que Godard Motemona au Mont-Amba.

A cette liste s'ajoutent Didier Mazenga du Tourisme, Antoinette Kipulu de la Formation professionnelle et Nana Manuanina, près le Président, tous invalidés par la CENI pour fraude, corruption et détention illégale des machines à voter. Sur les 59 membres du gouvernement, Premier ministre compris, 33 ont été élus et 11 ne s'étaient pas placés sur les starting-blocks.

Quinze membres du gouvernement Sama Lukonde ont mordu la poussière aux législatives nationales selon les résultats publiés par la Commission électorale nationale indépendante -CENI- dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 janvier. Alexis Gisaro, ministre d'État en charge des ITP et candidat à Uvira, n'a pu remporter l'un des 4 sièges mis en jeu. Dans la même circonscription, son collègue du Développement rural, François Rubota, a également perdu. Toujours au Sud-Kivu, dans la circonscription de Kabare, Eustache Muhanzi n'a pu faire le poids devant les 4 vainqueurs parmi lesquels Claudine Ndusi, une de ses

représentativité nationale, la ministre d'État en charge du Portefeuille, Adèle Kayinda a échoué à se faire élire dans la circonscription de Sandoa, province du Lualaba, où elle était reine depuis 2006. Candidat à Kasenga où il a affronté notamment le Premier ministre Sama Lukonde, Augutin Kibassa Maliba, ministre des PT-NTIC, a courbé l'échine alors que José Mpanda se fait battre dans son fief de Mbuji-Mayi. Même sort pour Albert-Fabrice Puela, ministre des Droits humains et candidat à Matadi et Pascal Omana Bitika, vice-ministre du Plan, non élu à Kindu. Enfin, Kinshasa aura été la vraie briseuse des rêves des ministres candidats

32 MEMBRES DU GOUVERNEMENT ÉLUS DÉPUTÉS NATIONAUX

PALUKU, LOANDO, KAZADI ET LIHAU SE DISTINGUENT PARMIS LES MINISTRES LES MIEUX ÉLUS



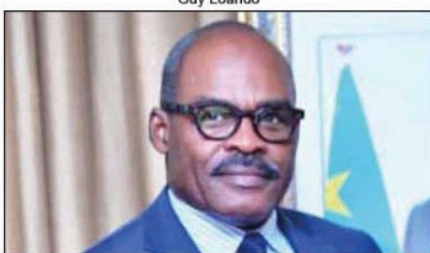
Sama Lukonde



Guy Loando



Vital Kamerhe



Nicolas Kazadi



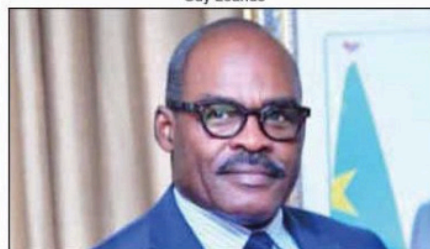
Sama Lukonde



Guy Loando



Vital Kamerhe



Nicolas Kazadi

Les 47 membres du gouvernement alignés aux législatives nationales ont connu leur sort dans la nuit de samedi 13 à dimanche 14 janvier avec la publication des résultats provisoires par la Commission électorale nationale indépendante -CENI. Sur ce total, seuls 32 ont remporté l'élection dans leurs circonscriptions respectives. Prêchant par l'exemple, le Premier ministre Sama Lukonde s'est adjugé un siège à Kasenga dans le Haut Katanga. Julien Paluku de l'Industrie, élu avec plus de 52 mille voix à Lubero

dans le Nord-Kivu, s'empare du maillot jaune. Derrière lui, le ministre de l'Aménagement du territoire, Guy Loando, s'est taillé la part du lion à Bokungu dans la Tshuapa avec quelque 42 mille voix. En attendant la confirmation de son élection à Budjala, Jean-Lucien Bussa et ses 37.000 voix complète le podium.

A Miabi dans le Kasai oriental, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, a remporté l'élection avec 4 fois plus de voix que son poursuivant, soit 32.136 voix. Avec plus de 25.000 voix, le

Vice-premier ministre en charge de la Fonction publique, Jean-Pierre Lihau a gagné l'un des sièges mis en jeu à Bumba. Dans le bas de l'échelle, la ministre du Genre, Mireille Masangu, a été miraculeusement élue à Lubumbashi

Mention spéciale à Adrien Bokele et Sakombi Molendo. Le ministre de la Pêche et celui des Affaires foncières ont été les seuls membres du gouvernement parmi les 9 élus à avoir réalisé plus de 50% des suffrages exprimés, respectivement à Dekese dans le Kasai et à Lisala dans la Mongala.

Dans cette même province de la Mongala, Elisé Bokumwana, vice-ministre du Budget, a été élu à Bongandanga. Le VPM en charge des Affaires étrangères a également été réélu dans son fief de Katako-Kombe au Sankuru. Eberande Kolongele, ministre du numérique, va siéger pour la première fois à l'Assemblée nationale après sa victoire à Bulungu dans le Kwilu. A Basoko dans la Tshopo, Eve Bazaiba, ministre de l'Environnement, a rempli alors que Marc Ekila des Transports a été élu à Basanku dans la province de l'Équateur. Le Kongo central a rapporté deux sièges à la team Sama: Didier Budimbu des Hydrocarbures, élu à Kasangulu, et Crispin Mbadu, vice-ministre des Affaires étrangères, proclamé vainqueur à Tshela.

DANS SON DISCOURS DE REMERCIEMENT CHARLES NGOMBE NZEU INVITE LA POPULATION DE TERRITOIRE DE AKETI A VIVRE - ENSEMBLE



Ngc

à la vie humaine et à la dignité des personnes, allant jusqu'à humilier publiquement la femme». C'est le constat que fait la Cenco du récent processus électoral en RDC, dans son message publié ce jeudi.

Après les élections générales du 20 décembre 2023 et à deux jours de l'investiture du président réélu Felix Tshisekedi, prévue ce samedi 20 janvier, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a livré son évaluation de ce processus électoral.

Dans leur message rendu public ce jeudi 18 janvier 2024, les évêques, qui ont également formulé des «recommandations utiles pour l'avenir du pays», disent avoir suivi avec tristesse le déroulement des opérations électorales, à deux niveaux. Directement, à partir de leurs diocèses qui couvrent l'ensemble du territoire de la République Démocratique du Congo (RDC) et indirectement à partir de la Mission

Le scrutin du 20 décembre a été un «chaos», caractérisé, «en général, par la fraude, la corruption à grande échelle, le vandalisme de matériel

électoral, l'incitation à la violence, la détention illégale des DEV, l'achat de conscience, l'intolérance, l'impudicité, l'atteinte aux droits humains,





d'Observation Electorale
conjointe de la Conférence
épiscopale nationale du
Congo et de l'Eglise du Christ

au Congo (MOE CENCO-
ECC).
Les prélats expriment leur
appréciation du fait que plus

ou moins 40% des congolais enrôlés se sont mobilisés pour voter, et même au-delà du jour légal, car ils croyaient à un nouveau départ de leur pays. Mais ce peuple est aujourd'hui «désillusionné et traumatisé» par la façon dont ce processus a été organisé et par les conditions de son déroulement à bien d'endroits. Cela dénote «un manque de considération à son égard» et «nous ne pouvons taire ce que nous avons vu et entendu», disent les évêques congolais.

BAS-UELE

INVESTITURE DE FÉLIX ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO AU STADE DES MARTYRS SYMBOLE DE CÉLÉBRATION DE LA VICTOIRE DU PEUPLE QUI ONT DÉCIDÉ DE DONNER LE POUVOIR À CELUI QUI PORTE L'ESPOIR DE TOUTE LA NATION. (AGPC DE CAROLE AGITO AMELA)

Buta, le 20 janvier 2024 (ACP):- l'investiture de Félix Antoine tshisekedi tshilombo cinquième président de la république démocratique du Congo au stade des

martyrs symbole de la victoire de peuple qui a décidé souverainement de donner de nouveau le pouvoir à Celui qui porte l'espoir de toute la nation. A déclaré

Yves Abdallah makanga porte parole de la sénatrice Carole agito amela présidente nationale de parti politique agir pour le Congo lors d'une



interview exclusive accordée, samedi 20 janvier 2024 à l'ACP.

Pour le porte parole de la sénatrice Carole agito amela monsieur Yves Abdallah makanga les cadres et militants de parti politique agir pour le Congo parti cher à la sénatrice Carole agito amela ont suivies avec faste à Buta chef lieu de la province du bas-uele cette cérémonie car dit-il, ce depuis le 21 décembre

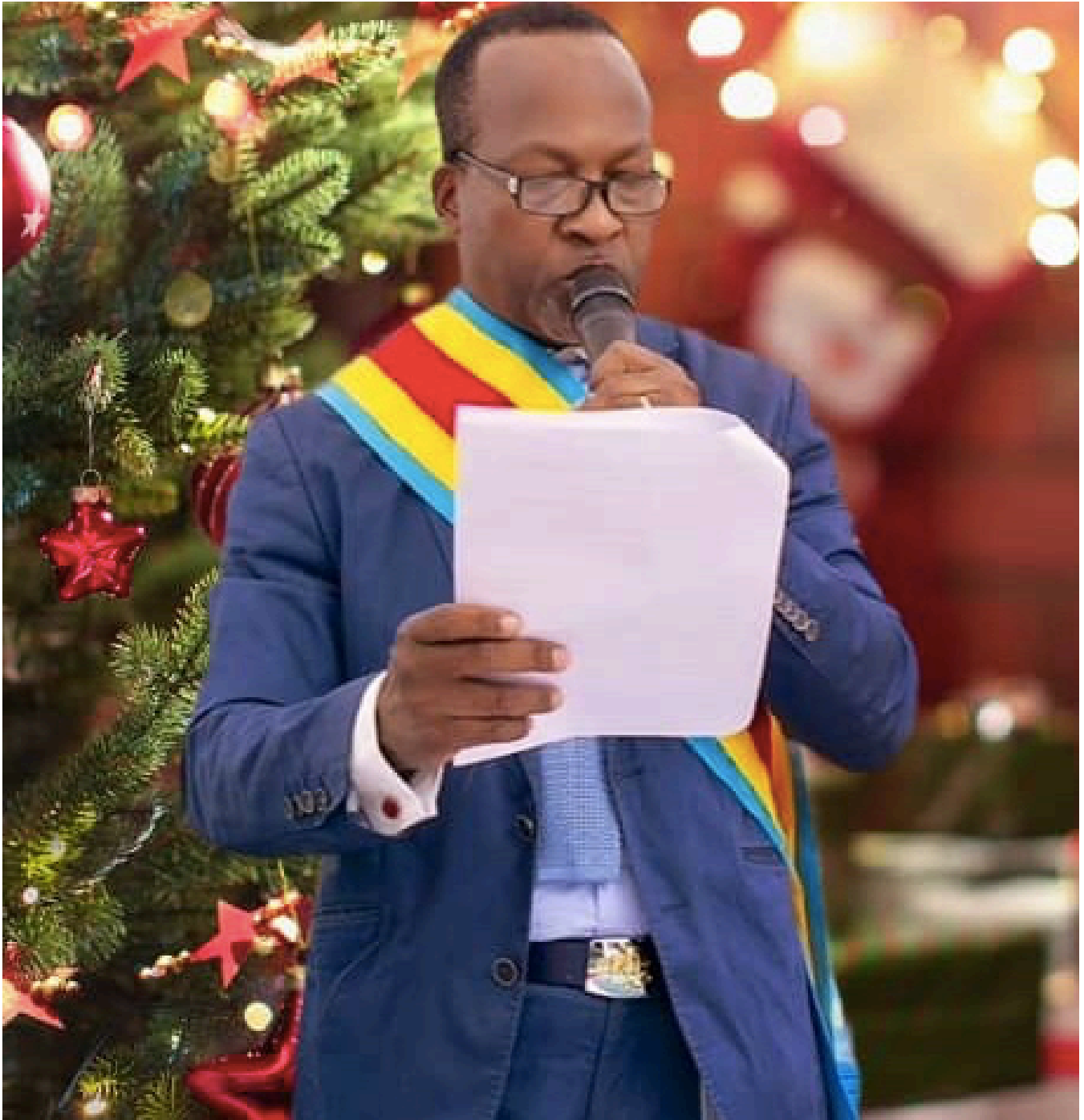
au matin que le parti agir pour le Congo célèbre la victoire du président Félix Antoine tshisekedi tshilombo et continuera à fêter tout au long de ce mandat à travers la matérialisation de chacune des promesses faites par le président de la république l'or de son passage à Buta dans le bas-uele car explique - t-il , nos témoins avaient veiller pour avoir les PV.

Répondant à la question en

rapport avec les attentes de la population du bas-uele pour ce nouveau quinquennat du président Félix Antoine tshisekedi tshilombo, Yves Abdallah makanga a indiquer que son parti politique avait pris le temps de faire un plaidoyer auprès du gouvernement en général et particulièrement Au président de la république pour qu'un regard particulier soit jeté sur le bas-uele . Ayant entendu les cris de cœur du bas-uele a travers la sénatrice Carole agito amela, ajoute - t - il, le chef de l'état a personnellement suivi plusieurs dossiers de notre province notamment, l'amélioration des conditions socio - économiques , la réhabilitation des infrastructures routières et le rétablissement de l'électricité. Et de préciser que Aucun d'entre nous au bas-uele ne peut demander une fonction ou un poste au chef de l'état. Dans son pouvoir discretore, le président de la république confie des responsabilités à chacun de nous pour servir le peuple. Conclut -il.

**ACP/ Buta/ nzema Adja
Rodrigue**

COMMUNIQUÉ



Au nom de la commune de Kimbanseke et des ses administrés, nous présentons nos sincères félicitations à son excellence, Monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo , à l'occasion de sa réélection à la tête de notre cher et beau pays, la

République Démocratique du Congo. Cette marque de confiance que témoignent les Kimbansekois en particulier et tous les congolais en général, constitue une preuve supplémentaire de son engagement à œuvrer pour l'émergence

d'un Congo prospère. Soyez rassuré, excellence Monsieur le Président, de notre détermination à vous accompagner dans la réalisation de votre mission pour le bien du peuple congolais. Le Bourgmestre Jeannot Canon Larose .

COMMUNIQUÉ



Convergence Pour l'Émergence du Congo (C.E.C)

Fédérer les compétences et les intelligences pour bâtir un Congo nouveau

Lettre de félicitation au Chef de l'Etat.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Au nom de la **Convergence pour l'Émergence du Congo**, nous vous adressons nos très sincères félicitations pour l'investiture de votre réélection à la magistrature suprême de notre pays, la République Démocratique du Congo. La belle cérémonie organisée à cet honneur fut à la grandeur de la RDC et à la communion qui existe entre le peuple congolais et son Président élu.

Durant votre premier mandat, vous avez su préserver l'unité nationale et la paix civile, en galvanisant le peuple autour d'un idéal commun, celui de sauver le Congo, malgré les guerres d'agressions qu'on nous a imposées à l'Est du Congo, par le Gouvernement du Rwanda et ses alliés belliqueux. Vous avez, avec intelligence, sagesse et audace, adopté une politique étrangère offensive, en étant l'Avocat infatigable de la cause de notre pays au monde, et en le ramenant positivement sur l'échiquier international, d'où cette reconnaissance par leurs présences, de toutes ces délégations venues du quatre coins du monde, pour participer à votre investiture solennelle.

En vous plébiscitant pour un second mandat, le peuple congolais vous a témoigné de sa loyauté et de sa confiance, pour bénéficier en retour de vos initiatives présidentielles prioritaires pour le bien-être de tous. Avec la prière de tous les Hommes de Dieu, vous êtes donc porteur de leurs attentes, celles de bâtir un Congo nouveau, un Congo fort, un Congo prospère, le tout dans un État de droit, où la Justice règnera et s'imposera avec équité. Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Jean-Louis Tshimbalanga
Président.

L'EXEMPLE D'ABIDJAN POUR KINSHASA



Au cours de mon séjour dans la capitale ivoirienne, j'ai été frappé par un phénomène curieux. Aux heures de pointe où la circulation des véhicules se fait dense et congestionnée, le double sens de certaines avenues cède la place au sens unique, permettant ainsi une plus grande fluidité et le désengorgement d'autres artères. Un peu plus de deux heures après, le double sens a été rétabli. Et tous les automobilistes y allaient avec

une discipline apparemment bien consentie. Cela fait partie du plan de circulation, m'a expliqué un chauffeur de taxis pour satisfaire ma curiosité. Ce système permet de diminuer considérablement les embouteillages aux heures de pointe notamment quand le matin quand les gens sont pressés de se rendre au service, aux écoles, aux universités, aux marchés ou aux heures de leur retour ; tout cela est bien réglementé, ajoute-t-il.

Bien plus, à l'occasion de l'organisation de la CAN 2024, le gouvernement ivoirien, à travers les ministères en charge des Transports, de l'Intérieur et de la Sécurité, en appui au comité d'organisation de cette compétition, avait élaboré un plan de circulation destiné à l'ensemble des villes hôtes. Soit dit en passant, on n'avait rien entendu de cela à Kinshasa lors de la tenue, en juillet 2023, des 9èmes Jeux de la Francophonie.

En Côte d'Ivoire, ce plan applicable seulement les jours des matches organise la circulation pour accéder aux stades avec des consignes précises pour les voies à emprunter, les parkings des véhicules, des navettes pour conduire les spectateurs aux stades, etc. Tout cela pour prévenir et éviter les engorgements des artères et assurer la fluidité des trafics. Un modèle d'organisation. Si ce système fonctionne bien à Abidjan et certaines grandes villes comme Ouagadougou, Rabat, Paris... il peut convenir également à Kinshasa, une ville de plus de 17 millions d'habitants pourvue des millions de véhicules et motos en circulation tous les jours, et dont certaines artères principales sont souvent enrhumées par des embouteillages chroniques aux heures de pointe les jours ouvrables. En effet, c'est pas sorcier d'établir un plan de circulation urbaine dans la capitale congolaise et de le mettre en route pour le bien de tous les

usagers de la route. Tout est question de bonne volonté, d'organisation et de moyens. Les autorités de transports devraient y avoir songé depuis des décennies, étant donné la configuration et le système de mobilité établi par le colonisateur belge et presque

IL PEUT CONVENIR ÉGALEMENT À KINSHASA, UNE VILLE DE PLUS DE 17 MILLIONS D'HABITANTS POURVUE DES MILLIONS DE VÉHICULES ET MOTOS EN CIRCULATION TOUS LES JOURS, ET DONT CERTAINES ARTÈRES PRINCIPALES SONT SOUVENT ENRHUMÉES PAR DES EMBOUTEILLAGES CHRONIQUES AUX HEURES DE POINTE LES JOURS OUVRABLES. EN EFFET, C'EST PAS SORCIER D'ÉTABLIR UN PLAN DE CIRCULATION URBAINE DANS LA CAPITALE CONGOLAISE ET DE LE METTRE EN ROUTE POUR LE BIEN DE TOUS LES USAGERS...

conservé par les différents régimes. **Les obstacles à la fluidité des transports à Kinshasa** Actuellement, Kinshasa ne dispose pas d'un système de transport digne de ce nom. Le gros du travail est assuré par des privés, avec des «ketches» (taxis collectifs) et les wewa

(moto taxis), les bus Transco se pointant occasionnellement sur des longs trajets. A cela s'ajoutent l'inexploitation de la voie fluviale et l'utilisation sporadique du réseau ferroviaire (train urbain) pour soulager les usagers des communes populeuses. A ces carences criantes, il faut ajouter l'inefficacité douteuse de certaines dispositions pratiques prises par le gouvernement pour assurer la fluidité du trafic urbain. Il s'agit notamment de la construction de saut-de-mouton (viaducs) et des passages supérieurs.

Tous ces facteurs alliés à l'augmentation exponentielle des voitures importées favorisent l'engorgement du trafic aux heures de pointe à cause non seulement du mauvais état des routes et de la voirie urbaine mais des embouteillages accentués, du reste, par le non-respect du code de la route par des automobilistes inciviques, le laxisme et la cupidité de nombreux agents de services chargés de réglementer la

circulation dont les fameux «roulages». Lesquels ne se gênent guère d'exiger, au vu et au su du public, des pots-de-vin aux chauffeurs.

Organiser des concertations pour établir un plan

Ces obstacles à la fluidité des trafics devrait inciter les autorités de transport à tous les niveaux à prendre l'initiative d'organiser des concertations avec les différents acteurs locaux (exploitants, associations des chauffeurs, représentants des usagers, experts de transport routier, etc.) afin d'élaborer un plan de circulation urbaine pour les véhicules et les motos à l'instar de celui d'Abidjan. Cette concertation sera un moyen de discuter et d'analyser la situation de mobilité aux heures et de trouver des solutions approuvées et applicables par toutes les parties prenantes. Les embouteillages à Kinshasa aux heures de pointe (d'abord le matin flux massif vers la «république de la Gombe», siège des institutions et de l'administration du pays ainsi que des banques et grandes sociétés commerciales et

industrielles du pays et des ambassades, avec en appendice le très peuplé et fréquenté marché central de Kinshasa – ensuite flux massif après les heures de service pour le retour au bercail, vers la cité). A cause de ce flux massif, des artères entières et des carrefours se retrouvent engorgés : cas des avenues Nguma (Ngaliema), colonel Mondjiba, du boulevard du 30 Juin, Huileries, ex-24 Novembre, Sendwe, Blvd Lumumba, (Kabasele (ex-Flambeau), route des Poids lourds, Elengesa, Kasai, rond-point Magasin Kintambo, Baramoto, rond-point Victoire, rond-point Ngaba, etc.

La concertation permettra de trouver le moyen de supprimer pendant deux à trois le double sens pour certaines artères afin d'accélérer la fluidité du trafic, de permettre, par exemple, aux travailleurs habitant les communes périphériques d'atteindre sans trop d'encombre et rapidement le lieu de travail, ou, à l'inverse, de résidence. Quitte à rétablir ensuite le double sens mais en attendant d'obliger les autres véhicules venant dans l'autre sens d'emprunter des routes secondaires. Par

exemple (facultatif), sens unique sur Nguma, Huileries, 24 Novembre, Route des Poids Lourds en allant vers la ville de 5h à 8h. Trafic normal de 8h à 16h. Sens unique vers la cité de 16h à 19h. Horaires discutables, bien sûr. Encore faut-il discuter, examiner les marges des manœuvres, prévoir les difficultés de progression des véhicules et de maîtrise des carrefours, renforcer les sanctions contre les contrevenants et les surveillants véreux du trafic routier...

En définitive, l'instauration du plan de circulation mettra Kinshasa en phase avec les autres grandes villes africaines et occidentales qui en sont déjà dotées et qui en tirent bénéfices en termes de mobilité améliorée, d'incidences socio-économiques positives et importantes. La balle est maintenant dans le camp des autorités de transport et des autres parties prenantes.

Jean-Pierre Eale Ikabe
(Envoyé spécial à Abidjan en séjour à Paris)

INONDATIONS AU CONGO: 350.000 PERSONNES ONT BESOIN D'AIDE HUMANITAIRE



Plus de 350.000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence au Congo-Brazzaville où les 3/4 des départements du pays sont «sous les eaux» à la suite de pluies diluviennes, a alerté vendredi l'agence onusienne chargée de la coordination humanitaire (Ocha).

«Les inondations ont laissé les communautés locales sans abri ni accès aux services de santé primaires. Des villages, des écoles et des établissements de santé ont été inondés, et de nombreux points d'eau et installations sanitaires ne sont plus fonctionnels», a indiqué Ocha lors d'un briefing à Genève. Selon Ocha, «plus de 350.000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, mais l'accès est difficile en raison des inondations et de nombreux villages ne sont accessibles que par bateau ou

en canoë».

Un montant de «3,6 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence a été allouée pour répondre aux besoins les plus urgents de 270.000 personnes» sinistrées, a indiqué Ocha tout en estimant que «davantage de financements internationaux seront nécessaires» pour une solution durable. Les importantes pluies survenues depuis octobre ont submergé les berges autour du fleuve Oubangui, un affluent du fleuve Congo. Ces pluies ont aussi provoqué des glissements de terrains qui ont emporté des maisons d'habitation au nord de Brazzaville notamment.

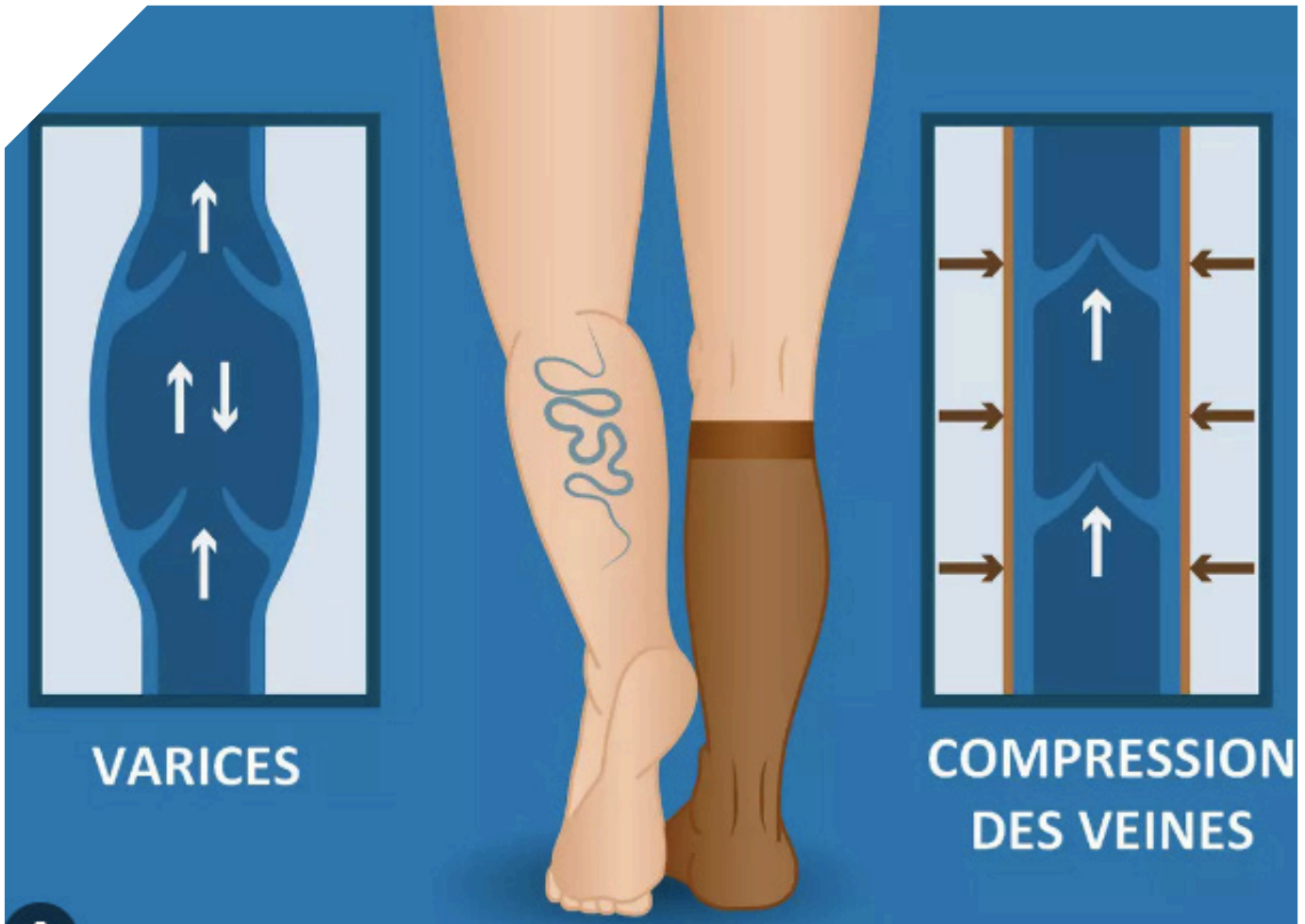
L'état d'urgence a été officiellement déclaré par le gouvernement congolais le 29 décembre. Les autorités avaient alors annoncé que le gouvernement allait

débloquer 2,4 milliards de FCFA (3,6 millions d'euros) pour aider les sinistrés. Environ trois semaines plus tard, neuf des 12 départements du pays restent toujours «sous les eaux» et «au total 1,8 million de personnes sont touchées», note Ocha.

Les agences des Nations Unies ont élaboré un plan de réponse avec le gouvernement de Brazzaville, doté d'un «budget total d'environ 26 millions de dollars» et décidé que les secteurs prioritaires comprennent entre autres le logement et l'assainissement, d'après Ocha. Ces inondations pourraient également avoir des conséquences à plus long terme, selon cette source qui estime que «2.300 hectares de terres cultivées ont été inondées», faisant craindre une baisse de la production agricole dans les prochains mois.

Ces inondations touchent aussi la République démocratique du Congo, pays situé de l'autre côté du fleuve Congo. A Kinshasa la capitale, des sites touristiques et des zones résidentielles sont sous encore sous les eaux, en raison d'une crue exceptionnelle. Les dernières graves inondations dans la zone remontent à 1961.

SENSATIONS DE JAMBES LOURDES



Est-ce seulement le fruit de votre imagination ou est-ce que vos jambes semblent soudainement peser 3 tonnes ? En fin de journée, après être restée trop longtemps dans la même position, avant les règles, lorsqu'il fait chaud... Peu importe. La sensation de jambes lourdes, c'est dérangeant et même parfois douloureux. Ce phénomène est récurrent chez de nombreuses personnes et il a une explication. Après avoir lu cet article, les jambes lourdes n'auront plus de secret pour vous !

Les jambes lourdes, c'est quoi ?
jambes-douloureuses
Les jambes lourdes, c'est avant tout une sensation hyper désagréable : nos gambettes nous tiraillent et deviennent pesantes. Les mollets en sont souvent les premières victimes ! Fourmillements, crampes, impatiences, apparition de petits vaisseaux rouges... ce sont aussi des effets qui peuvent accompagner les jambes lourdes. Ces troubles peuvent vite devenir gênants au quotidien. Et devinez

quoi ? Les femmes sont plus concernées que les hommes (injustice vous avez dit?) ! La sensation de jambes lourdes est fréquente lors des périodes de bouleversements hormonaux chez la femme telles que la grossesse ou la période prémenstruelle. Mais être une femme n'est pas la seule cause. Parmi les facteurs les plus fréquents on retrouve:
Le manque d'activité physique
Le surpoids
L'hérédité (merci papa, maman !)
L'âge

Une position debout prolongée
Sensation de jambes lourdes, pourquoi ?

La cause de cette sensation est une mauvaise circulation sanguine ! Les veines des jambes ne renvoient plus le sang vers le cœur de manière assez efficace et cela entraîne une stagne veineuse : que l'on appelle une insuffisance veineuse. Cette stagnation du sang dans les jambes se traduit donc par des douleurs, une impression de pesanteur et/ou des fourmillements. La plupart du temps, ce phénomène apparaît en fin de journée. Lorsqu'il perdure, il peut aussi mener à l'apparition de varices (pas très glamour, on sait...). Heureusement, il existe des méthodes efficaces pour lutter contre les jambes lourdes !

Comment lutter contre les

jambes lourdes ?

La pratique d'une activité physique est fortement recommandée pour lutter contre le phénomène des jambes lourdes. Attention, on ne vous dit pas de courir un marathon ! Seulement de vous accorder une vingtaine de minutes par jour pour bouger votre body ! De la marche rapide, un peu de course ou de vélo suffiront à booster votre flux sanguin.

Gardez les jambes tendues. Même si on se doute qu'au bureau, c'est un peu compliqué... Essayez de marcher régulièrement dans la journée en vous accordant des mini-pauses. Si vous en avez l'opportunité, alternez la position assise et la position debout. Saisissez toutes les opportunités de faire bouger vos gambettes !

Une fois dans votre lit, surélevez vos jambes avec un

oreiller pour favoriser l'afflux sanguin. Fuyez les vêtements qui collent à la peau ! Bye bye les jeans trop serrés qui empêchent notre sang de faire son chemin en toute tranquillité.

Évitez les bains trop chauds, préférez les douches drainantes ! On passe d'abord un jet d'eau chaude sur ses jambes pour dilater les veines, puis on termine avec un jet d'eau froide pour éliminer les toxines (on sait plus facile à dire qu'à faire le jet d'eau froide mais soulagement de la sensation de jambes lourdes garantie !)

Adoptez le premier soin sans menthol ni huiles essentielles pour retrouver des jambes légères : l'Envolée ! Un gel rafraîchissant, délassant et hydratant.

www.Omum.fr



LES ACTIVITÉS DE L'AMBASSADEUR



REÇUE PAR S.E. EMILE NGOY KASONGO (Paul Bazakana / Photo Athis) Tina Salama, porte-parole du chef de l'État de passage à Paris est passé présenter ses civilités à l'ambassadeur Emile Ngoy Kasongo à

d'édition du Chef de l'Etat. Son Excellence a reçu un lot pour la diaspora de Paris

Ce livre intitulé « Pour un Congo retrouvé », remis à l'ambassadeur est

« un brûlant récit que le Président a eu le plaisir d'écrire de la première à la dernière ligne », nous révèle la porte-parole du chef de l'Etat.

TINA SALAMA, PORTE-PAROLE DU CHEF DE L'ETAT,

qui elle a présenté quelques exemplaires du livre en fin



Le nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République démocratique du Congo, le professeur Émile NGOY KASONGO a présenté ses lettres de créances auprès de la Directrice générale de l'UNESCO, Madame Audrey AZOULAY, le mardi 16 janvier 2024 au siège de l'UNESCO à Paris/ France.

C'est maintenant que son mandat et ses actions peuvent débiter à l'Unesco.

Présentation des Lettres auprès de l'UNESCO, Son de créance du nouvel Excellence Émile Ngoy Ambassadeur, Délégué Kasongo permanent de la République démocratique du Congo (Photos Unesco)

LA RD CONGO TIENT TÊTE AU MAROC



Pour son deuxième match dans cette CAN 2023, le Maroc a été malmené par la RDC qui accroche un bon nul (1-1). Les Léopards restent en vie dans cette CAN.

Deuxième journée du groupe F ce dimanche à 15h avec une affiche très alléchante entre le Maroc et la République Démocratique du Congo.

Les Lions de l'Atlas avaient tranquillement débuté leur CAN en s'imposant sans trembler (3-0) face à la Tanzanie. Il fallait donc confirmer cette fois face à un adversaire bien plus coriace et capable de leur poser des problèmes. Les Léopards du Congo, qui avaient été accrochés par la Zambie lors

de leur premier match (1-1) et devaient donc prendre des points ce dimanche. Pour ce match, Walid Regragui alignait le même onze que lors du premier match, seul Sofiane Boufal retrouvait sa place de titulaire. Côté RDC, Sébastien Desabre misait sur une composition

offensive avec la présence de Kakuta, Bakumbu, Wissa et Bongonda.

Tout commençait parfaitement bien pour le Maroc dans ce match puisque le premier mouvement des coéquipiers d'Achraf Hakimi se soldait par une tête puissante d'En-Nesyri envoyée en corner par un Mpasi solide sur sa ligne. Sur le corner qui suivait, malgré une longue interruption liée à un problème de micro du côté de l'arbitre, Hakimi ouvrait le score. Le Parisien reprenait d'une belle reprise le corner de Ziyech (1-0, 7e). Une belle manière de célébrer sa 70e sélection à seulement 25 ans. De quoi parfaitement lancer

les siens dans ce match même si par la suite, la rencontre tombait dans un faux rythme. La RDC arrivait à se montrer dangereuse sur les coups de pied arrêtés alors que Youssef En-Nesyri manquait deux bons ballons qui auraient pu faire la différence dans cette première période. Et cela aurait pu coûter très cher à son équipe puisque la RDC obtenait un penalty après une main de Selim Amallah dans la surface. Cédric Bakambu manquait son tir au but en croisant trop sa frappe (44e). La fin de ce premier acte était marquée par un jeu haché et beaucoup de nervosité. La RDC a fait déjouer le Maroc. Au retour des vestiaires, les deux équipes repartaient sur

un rythme bien plus calme. On sentait les 22 acteurs très marqués par la forte chaleur de San Pedro (35 degrés). Sébastien Desabre réalisait 3 changements rapidement alors que Walid Regragui temporisait un peu avant de faire entrer El Khannouss et Abde Ez puis Amine Adli. Mais l'entrée côté RDC de Meschack Elia apportait bien plus de vitesse et de profondeur aux coéquipiers de Cédric Bakambu. Et cela payait puisque l'ailier des Young Boys prenait la profondeur et servait parfaitement Silas Katompa pour l'égalisation (1-1, 73e).

PROLONGATION

Foot Mercato





LEOPOLDVILLE KINSHASA CAPITALE fête

ses 100 ans

D'hier à aujourd'hui

